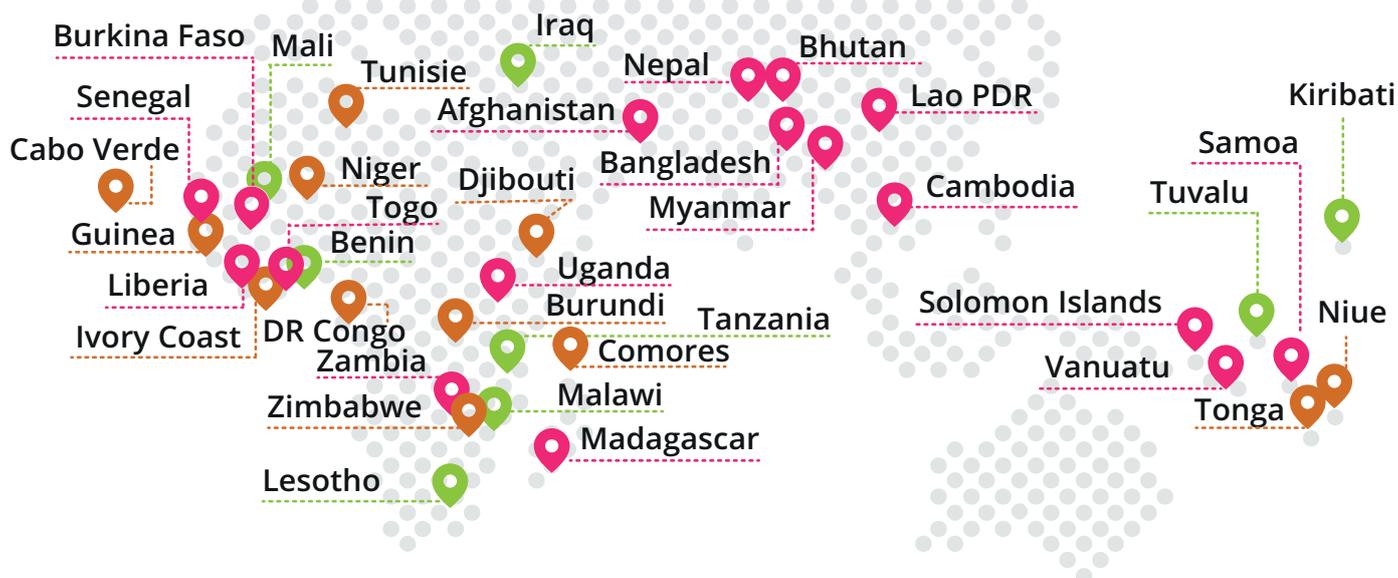


Evaluation rapide de l'état de préparation au commerce électronique dans les pays les moins avancés: Impact Politique et Perspectives



Préface

La numérisation des activités économiques est une réalité de l'économie globale. Tous les pays rencontrent des défis, bien qu'à des niveaux différents, pour s'adapter à un environnement technologique en pleine évolution et pour adopter des politiques prospectives leur permettant de participer pleinement au commerce électronique, passant du commerce hors ligne au commerce en ligne (O2O). Le développement du commerce électronique fait l'objet de débat aux niveaux national, régional et international, sans que l'on sache clairement quelles politiques devraient être élaborées pour réguler son expansion et faire en sorte que les inégalités dans le domaine du numérique ne se creusent pas.

Les pays en développement – et en particulier les pays les moins avancés (PMA) – manifestent un intérêt croissant pour évaluer leur capacité à se lancer dans le commerce électronique. **Le Programme de la CNUCED sur l'évaluation rapide de l'état de préparation au commerce électronique (eT Ready)** a été conçu pour répondre à ce besoin, en donnant un aperçu complet de la situation actuelle du commerce électronique dans ces pays et servant d'outil pour identifier les opportunités, les obstacles et recommander des mesures de politiques favorables. Au cours des deux dernières années, 30 PMA sur 47 ont manifesté leur intérêt pour évaluer leur écosystème de commerce électronique. La CNUCED a préparé 17 évaluations rapides, et huit autres sont en cours. La CNUCED a par ailleurs reçu plusieurs requêtes de pays non-PMA, qui veulent évaluer ce que leurs gouvernements peuvent faire pour accompagner un secteur en forte croissance.

Les 17 évaluations réalisées à ce jour montrent que les PMA ne sont pas suffisamment préparés pour saisir les nombreuses opportunités résultant de la numérisation. Compte tenu de la nature transversale du commerce électronique, une meilleure coopération et davantage de synergies entre les partenaires au développement et les gouvernements sont nécessaires pour accompagner la mise en œuvre des recommandations contenues dans les évaluations.

Je suis convaincue que l'Atelier sur les meilleures pratiques et les enseignements tirés des évaluations rapides de l'état de préparation au commerce électronique, organisé pendant la Semaine du commerce électronique de la CNUCED 2019, proposera des actions concrètes, un plan directeur pour les

gouvernements et les partenaires au développement, afin d'atteindre au mieux ces objectifs.

Cette note présente **les résultats d'une enquête réalisée en ligne entre février et mars 2019** visant à identifier les meilleures pratiques et les enseignements tirés de ce Programme par les pays bénéficiaires. Elle met en évidence les principaux impacts des évaluations dans les pays bénéficiaires à ce jour et propose des pistes pour aller de l'avant. Un résumé des principales conclusions et recommandations issues des 17 évaluations est également présenté dans la note.

Je tiens à remercier les gouvernements de **l'Allemagne, de la Suède, de l'Australie**, ainsi que le **Cadre Intégré Renforcé (CIR) et la Société Internationale Islamique de Financement du Commerce (SIFC)**, qui appuient actuellement le développement du numérique dans les pays en voie de développement, et en particulier les PMA, en soutenant le programme eT Ready de la CNUCED.

Je souhaite également remercier les partenaires eTrade for all, qui contribuent à enrichir le contenu des évaluations. Le programme eT Ready fait partie de l'initiative **eTrade for all (etradeforall.org)**, qui offre une plateforme regroupant les programmes de renforcement des capacités liés au commerce électronique proposés par les 30 partenaires membres de l'initiative. « Connectez les partenaires » est la valeur ajoutée de la CNUCED dans la recherche d'un commerce mondial véritablement inclusif.

Shamika N. Sirimanne
Directrice, Division de la Technologie
et de la Logistique

I. Enseignements de l'enquête en ligne

En préparation à l'atelier, la CNUCED a mené une enquête en ligne auprès des points focaux des pays qui ont réalisé les évaluations eT Ready. Des réponses à l'enquête ont été fournies par 16 pays : Bangladesh, Bhoutan, Burkina Faso, Cambodge, Kiribati, République démocratique populaire du Laos, Lesotho, Madagascar, Myanmar, Népal, Sénégal, Iles Salomon, Togo, Ouganda, Vanuatu et Zambie. L'enquête avait pour objectif d'identifier les principaux problèmes rencontrés par les pays et les bonnes pratiques qu'ils ont mises au point en ce qui concerne la préparation et l'élaboration des évaluations « eT Ready ».

Les résultats de cette enquête pourront aider la CNUCED et les partenaires au développement à identifier les points à améliorer aux différentes étapes de l'évaluation – y compris la méthodologie, le plaidoyer auprès des parties prenantes et la mise en œuvre des recommandations visant à faire de l'état de préparation au commerce électronique un outil de développement efficace.

Résumé des enseignements de l'enquête en ligne

Phase de préparation des eT Readies

- 90% des répondants ont reconnu que les évaluations ont contribué à promouvoir le dialogue public-privé sur le commerce électronique, souvent pour la première fois.
- 50% des personnes interrogées ont déclaré que la mobilisation des parties prenantes pour les enquêtes en ligne avait été difficile, tandis que 85% avaient trouvé facile de les mobiliser pour la participation aux discussions de groupe.

Lancement des eT Readies

Sept pays n'ont pas encore organisé de lancement pour présenter les résultats de leur évaluation, mais prévoient de le faire en 2019. Douze pays ont indiqué que l'évaluation avait été partagée avec d'autres ministères et institutions concernés, et six pays ont discuté de la répartition des tâches pour la mise en œuvre de la matrice d'action avec les autres institutions nationales opérant dans le commerce électronique.

Mise en œuvre des eT Readies

Sept pays ont déjà contacté des partenaires eTrade for all et des donateurs pour solliciter un appui dans la mise en œuvre des mesures spécifiques recommandées dans l'évaluation.

Suggestions fournies par les gouvernements des PMA en appui au programme eT Ready :

Sur la phase de préparation et la mobilisation des acteurs

- Prolonger la durée de l'évaluations pour organiser davantage de consultations, réunions bilatérales et de suivi avec toutes les parties prenantes.
- Réunir tous les acteurs clés (y compris le secteur privé) et impliquer davantage de donateurs et de partenaires dans cette phase préparatoire.
- Mieux structurer les rencontres : par exemple organiser plus de travaux/discussions de groupe en fonction des domaines d'expertise, suivis de plénières pour discuter des résultats des travaux. Cela pourrait être plus efficace et réduire le nombre de consultations bilatérales.
- Organiser une réunion préliminaire avec le département ou point focal pour discuter de la phase préparatoire et des informations attendues ou requises de la part des secteurs public et privé. Des exposés bien documentés pourraient être utiles pour sensibiliser et mieux interagir avec les parties prenantes pendant cette phase préparatoire.

Sur le lancement des eT Readies

- Assurer la couverture médiatique du processus (radio, télévision, conférence de presse ou article de journaux...), et partager les résultats de l'évaluation lors de conférences régionales.
- Partager les résultats avec les ministères clés et tous les acteurs impliqués dans le processus à travers

un dialogue public-privé régulier et efficace.

- Organiser un lancement officiel par le Ministère chargé de l'évaluation, et l'intégrer dans un programme sur le commerce électronique avec et pour toutes les parties prenantes.
- Assurer la validation, l'appropriation et la coordination institutionnelle du processus par le Ministère mandaté. Cela faciliterait les consultations avec les comités de haut-niveau, les agences concernées et les acteurs privés.

Sur la mise en œuvre des recommandations

- Intégrer le commerce électronique dans les plans de développement nationaux et élaborer une stratégie sectorielle pour accélérer le développement du commerce électronique et tracer la voie à suivre.
- Mettre en place un secrétariat chargé de coordonner toutes les activités relatives au commerce électronique pour faciliter la communication avec les donateurs et partenaires.
- Assurer la durabilité du projet à travers l'appropriation et la prise de responsabilité de la part du ministère en charge de l'évaluation.
- Rendre l'accès aux technologies abordable et efficace pour tous les acteurs concernés.
- Faciliter le dialogue multipartite et organiser une table ronde pour identifier et aligner les activités de commerce électronique aux priorités des donateurs (renforcer les synergies et optimiser les ressources).
- Établir un mécanisme de suivi pour mesurer les progrès dans la mise en œuvre du projet (cela renforcera également la responsabilité des acteurs concernés).
- Traduire les recommandations de l'évaluation eT Ready en propositions de projets réalisables pouvant avoir un impact effectif aux niveaux national et régional.

Suggestions générales aux partenaires et aux donateurs:

A la CNUCED :

- Organiser collectivement l'appui des donateurs avec les pays les moins avancés.
- Fournir une formation au point focal national avant la mission d'enquête.
- Renforcer les discussions bilatérales avec les parties prenantes pour obtenir une image complète de la situation en matière de commerce électronique. Prendre en compte l'environnement politique et rencontrer et/ou obtenir le soutien des ministères principaux pour faire avancer l'agenda.

Aux futurs pays bénéficiaires :

- Mettre en place un comité de pilotage et un mécanisme de suivi
- Intégrer les recommandations politiques issues de l'évaluation dans les stratégies de développement nationales et sectorielles pour une mise en œuvre optimale
- Lier les résultats de l'évaluation avec la mobilisation de ressources dans les secteurs du commerce électronique
- Obtenir l'approbation du cabinet du Premier ministre avec un programme clairement défini et tenir les parties prenantes régulièrement informées des progrès et des obstacles rencontrés
- Assurer la pleine participation de tous les acteurs concernés tout au long du processus d'évaluation et de mise en œuvre (de brefs rapports de progrès mensuels des groupes de travail techniques pourraient faciliter l'amélioration de la prise de décision et de la participation du secteur privé)
- Allouer un budget pour la mise en œuvre des recommandations, sans attendre le soutien des donateurs.

Aux donateurs/partenaires :

- Inclure le commerce électronique et l'économie numérique dans les programmes d'appui, aux niveaux mondial et national.
- Encourager les partenariats entre donateurs dans les programmes d'assistance au commerce électronique
- Se focaliser sur les priorités de développement nationales et cartographier les programmes existants et le soutien potentiel à la matrice d'action eT Ready
- Fournir une assistance continue (à la fois technique et financière) pour:
 1. élaborer une stratégie nationale de commerce électronique;
 2. traduire les recommandations politiques en propositions de projets concrets pour la mobilisation de ressources;
 3. assurer la mise en œuvre des recommandations politiques incluses dans l'évaluation;
 4. renforcer les capacités opérationnelles en matière de commerce électronique et domaines connexes ;
 5. mener une évaluation d'impact des politiques;
 6. mobiliser les ressources pour la mise en œuvre des politiques;
 7. élaborer un cadre juridique pour le commerce électronique;
 8. renforcer les capacités et développer les connaissances sur les meilleures pratiques de commerce électronique dans un contexte mondial et régional.

II. Evaluation rapide de l'état de préparation au commerce électronique : Bonnes pratiques

Un ensemble de bonnes pratiques a été partagé par les points focaux eT Ready et présenté ci-dessous.



Leadership et coordination intergouvernementale

Bonne pratique : Identifier les « champions », responsables et experts sur le commerce électronique, dans les ministères et institutions concernés, afin de créer une équipe spécialisée, sous la coordination d'un ministère clé, généralement le Ministère du Commerce.

Bonne pratique : Former un groupe de travail ou un comité national sur le commerce électronique, avec une agence cheffe de file et des attributions de responsabilités claires.

Dans la plupart des pays, les gouvernements ont fait preuve de leadership et se sont engagés dans le processus, ce qui s'est traduit souvent par une bonne coordination intergouvernementale. Au **Togo**, par exemple, le rapport a été préparé en consultant régulièrement toutes les parties prenantes, y compris le secteur privé qui a contribué de façon significative au rapport.

En **Ouganda**, à la suite de l'évaluation, un comité national dirigé par le ministère du Commerce, de l'Industrie et des Coopératives, comprenant également des représentants du secteur privé, a été mis en place pour faciliter la communication entre les différents acteurs et coordonner toutes les activités nationales autour du commerce électronique. Le point focal du pays utilise une application de messagerie gratuite pour se connecter avec les différentes parties identifiées lors de l'évaluation et pour garantir une bonne coordination institutionnelle, ainsi qu'une mobilisation et planification efficaces.

À **Kiribati** et à **Vanuatu**, les ministères du Commerce ont été chargés de mettre en œuvre la matrice d'action eT Ready et d'intégrer les recommandations politiques dans une stratégie nationale de commerce électronique.

Au **Malawi**, le ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme a décidé d'organiser un atelier de sensibilisation avant même la distribution des questionnaires, afin de renforcer les connaissances sur le commerce électronique et accroître le niveau de réponses aux questionnaires.



Intégration des recommandations de l'eT Ready dans un plan national de développement

Bonne pratique : Intégrer les recommandations de l'eT Ready dans les stratégies nationales de développement.

Le ministère du Commerce du gouvernement royal du **Cambodge** a cartographié les recommandations de l'évaluation eT Ready et a approché les partenaires au développement afin d'aligner certaines des activités de la matrice d'actions dans le programme respectif des donateurs. Le pays a également intégré les résultats de l'évaluation de la CNUCED dans un chapitre de la Stratégie d'intégration du commerce du Cambodge (CTIS) 2019-2023 - afin d'évaluer les progrès réalisés depuis le lancement et d'accompagner la mise en œuvre des recommandations eT Ready.



Plaidoyer

Bonne pratique : Engager un dialogue sur le commerce électronique avec l'ensemble des parties prenantes à l'échelle nationale, régionale et internationale.

Madagascar a présenté les résultats de l'évaluation du commerce électronique lors de différentes conférences internationales - notamment lors de l'atelier de l'OMC sur le commerce électronique et de la Journée mondiale du tourisme - afin de sensibiliser l'opinion publique et de plaider en faveur de la nécessité d'une coopération accrue dans ce domaine. Au cours de la mission initiale de la CNUCED, le **Togo**, par l'intermédiaire du Ministère du Commerce, a invité tous les médias nationaux et organisé une conférence de presse afin de promouvoir l'évaluation et d'assurer une couverture au niveau national.



Dialogue Public-Privé

Bonne pratique : Impliquer le secteur privé dès le début du processus et poursuivre le dialogue pour s'assurer que tous les besoins soient traduits en actions politiques.

Pour citer quelques exemples, **le Bangladesh, les Îles Salomon, Madagascar et l'Ouganda** se sont engagés dans un dialogue fort entre secteur public et secteur privé, en recueillant des informations auprès des Micro, Petites et Moyennes Entreprises (MPME) à toutes les étapes de l'évaluation, y compris lors de la validation et du lancement des rapports.

Le Cambodge a fait appel à des plates-formes internationales de commerce électronique, y compris Alibaba, pour s'associer à la mise en œuvre d'un projet de logistique du commerce électronique en collaboration avec le PNUD.



Mobilisation des ressources

Bonne pratique : Organiser un lancement national du rapport eT Ready et une table ronde des donateurs.

L'Ouganda prévoit de lancer l'évaluation eT Ready et d'organiser une table ronde avec les donateurs en mai 2019, tandis que Vanuatu a entamé des discussions avec le programme Gouvernance pour la Croissance afin d'appuyer l'élaboration d'une stratégie nationale de commerce électronique.

Mobilisation des ressources

Le cas de Myanmar

Le gouvernement du Myanmar – à travers le Ministère du commerce - a joué un rôle de premier plan pour assurer l'appropriation et la diffusion des résultats de l'évaluation eT Ready auprès de tous les acteurs et des ministères concernés par le programme national de commerce électronique. Le lancement du rapport au Myanmar a fourni une plate-forme importante pour sensibiliser les acteurs aux défis du commerce électronique et garantir sa validation par les principales parties prenantes.

Le ministère du Commerce a organisé plusieurs consultations pour analyser et valider les recommandations du programme eT Ready avec les ministères et les organismes concernés. Une table ronde de donateurs a été organisée parallèlement au lancement national du rapport, avec le soutien de huit partenaires eTrade for all (CIR, CCI, UNCFD, CNUCDI, CNUCED, CESAP, UPU et le Groupe de la Banque mondiale) et avec la participation de DFID (UK Aid), GIZ, l'Union Européenne, le Japon et USAID. Le rapport eT Ready a par ailleurs été traduit en birman pour faciliter son adoption par les acteurs locaux. Diverses consultations ont eu lieu afin d'aligner le plan d'action du commerce électronique sur l'appui des partenaires. Un mapping des donateurs est en cours d'élaboration afin d'aligner les priorités de développement et de mobiliser l'appui des donateurs dans le cadre du Plan de développe-



“ Nous sommes très encouragés par l'initiative prise par le ministère du Commerce de convoquer une table ronde des donateurs sur l'économie numérique et le commerce électronique. Elle fait suite à plusieurs consultations et dialogues public-privé au cours desquels les acteurs du secteur de la technologie et du commerce électronique ont partagé leurs défis, leurs préoccupations mais aussi leurs opportunités - **Dr Johann Hesse, chef de coopération à la délégation de l'Union européenne au Myanmar.**

ment durable du Myanmar (2018-2030) et de la Stratégie nationale pour l'économie numérique récemment adoptée. L'accent a également été mis sur le renforcement du dialogue public-privé et de la coopération sur les initiatives de commerce électronique, et une consultation nationale de grande envergure a été organisée à cette fin avec des représentants du secteur privé, suivis par plus de 240 participants.

III. Impact des eT Readies

Quatre évaluations eT Ready ont été publiées en 2017, dix en 2018 and trois seront publiées d'ici avril 2019. Les évaluations complétées ont déjà généré un impact important dans les domaines suivants :

1. Des informations essentielles ont été produites dans les sept domaines de politique clés pour permettre aux pays de mieux comprendre les questions interdépendantes liées à l'économie numérique et participer activement aux discussions relatives au commerce électronique à différentes étapes de l'élaboration des politiques. Néanmoins, il reste encore beaucoup à faire pour renforcer les capacités des décideurs en matière de commerce électronique.

2. Les PMA sont de plus en plus conscients du rôle que joue le commerce électronique dans le développement aux niveaux national et régional.

Les pays bénéficiaires soulignent l'importance d'accroître l'aide au développement pour accompagner la transition numérique. Dans certains pays, les rapports ont été utilisés comme outil de plaidoyer et comme moyen de lancer des discussions interministérielles et multipartites sur le commerce électronique, y compris au niveau régional.

3. Les résultats de l'évaluation ont également profité aux organisations internationales, aux partenaires au développement, aux ONG et à la société civile. Avant ce travail pionnier, il n'existait pratiquement aucune analyse des opportunités et des risques potentiels du commerce électronique dans les PMA. Les évaluations eT Ready sont une source d'informations crédible reconnue dans ce domaine.

4. Des points focaux ont été identifiés dans les institutions concernées et font partie d'un comité national sur le commerce électronique.

5. L'engagement au niveau ministériel a été fort et a parfois conduit à des actions concrètes au niveau national. À Samoa, par exemple, l'évaluation a encouragé le gouvernement à entreprendre un examen des lois et de la réglementation actuelles relatives au commerce électronique. Au Myanmar, le gouvernement a organisé une rencontre avec les donateurs pour tirer parti des recommandations de l'évaluation et encourage la mobilisation des ressources.

6. Des interactions multipartites constructives ont eu lieu. Dans de nombreux pays, les acteurs des secteurs privé et public se sont rencontrés pour la

première fois lors des groupes de discussion, ce qui a permis un échange d'idées et de propositions entre les décideurs et les opérateurs de commerce électronique. Par exemple, lors de la mission au Sénégal, 60 participants de plus de 35 institutions et entreprises du secteur privé ont participé à des groupes de travail.

7. Les synergies avec les partenaires au développement se sont renforcées. Les évaluations ont facilité l'apprentissage mutuel avec tous les partenaires eTrade for all. Par exemple, la Banque mondiale, l'ITC, la CNUDCI et l'UPU ont fourni leur expertise tout au long du processus d'évaluation, ont participé aux revues par les pairs et ont contribué à enrichir les évaluations dans chaque pays.

8. Les évaluations ont incité les gouvernements à demander une assistance technique supplémentaire. La CNUCED et les autres partenaires au développement sont de plus en plus sollicités à appuyer l'élaboration de stratégies nationales, la révision des lois et réglementations et le renforcement des capacités en matière de commerce électronique. La CNUCED et ses partenaires ont reçu plusieurs demandes officielles à cet égard. De 2017 à 2018, le nombre de demandes à travers la plateforme eTrade for all a augmenté de 75 pour cent.

9. Les pays sont mieux équipés pour formuler leurs besoins aux donateurs / partenaires potentiels. Grâce à la matrice d'action incluse dans l'évaluation, les pays savent mieux quel partenaire contacter pour chaque recommandation ou domaine de politique. Cela est important étant donné la nature transversale du commerce électronique (avant, les pays ne savaient pas toujours à qui s'adresser pour demander de l'aide). Cela a permis aux pays bénéficiaires de mettre en lumière les difficultés de passer d'une simple recommandation à une proposition de projet concrète à soumettre aux donateurs.

10. Le commerce électronique a pris une place de plus en plus importante parmi les priorités des partenaires au développement. Par exemple, le Cadre Intégré et Renforcé (CIR) accorde maintenant plus d'attention et de financement à l'économie numérique et a intégré le commerce électronique dans l'analyse par pays réalisée sous la forme d'Etudes

Diagnostiques sur l'Intégration du Commerce (EDIC) et de matrices d'action. Les commissions régionales ainsi que les banques de développement multilatérales sont également engagées sur le sujet. Le gouvernement australien a lancé en mars 2019 un programme de 4,5 millions de dollars intitulé « Fond Aid for Trade pour le commerce électronique », destiné à aider les pays en développement de la région indopacifique à optimiser leurs avantages dans l'économie numérique. Ce fond vise à fournir une assistance aux entreprises innovantes et aux gouvernements de la région afin qu'ils puissent renforcer leurs capacités numériques leur permettant d'opérer au-delà des

frontières et d'accéder à de nouveaux marchés. Le ministre du Commerce, du Tourisme et de l'Investissement d'Australie, Simon Birmingham, a déclaré : « Cela fait suite à un processus qui a démarré récemment et qui va porter 76 membres de l'Organisation mondiale du commerce, représentant 90% du commerce mondial, à ouvrir des négociations sur les règles internationales pour le commerce numérique, ouvrant ainsi de nouvelles opportunités pour les entreprises en Australie et dans la toute la région. ²»

²https://trademinister.gov.au/releases/Pages/2019/sb_mr_190313.aspx

IV. Perspectives et possibles domaines d'intervention pour les partenaires au développement

Soutenir le commerce électronique dans les PMA nécessite une analyse contextuelle.

Pour renforcer le commerce électronique dans les PMA, il est nécessaire de comprendre les conditions propres à chaque pays et de poser les bonnes questions : existe-t-il des réseaux 4G ? Le pays est-il enclavé ou insulaire ? Y-a-t-il des politiques gouvernementales en place pour réglementer le commerce électronique ? Les citoyens ont-ils les compétences nécessaires ? Les particuliers et les entreprises peuvent faire confiance dans l'utilisation de leurs données ? Les citoyens peuvent-ils se permettre des téléphones ou des ordinateurs ?

Le rôle des gouvernements dans ce contexte est multiple: améliorer la coordination en matière d'économie numérique et commerce électronique, engager le dialogue avec le secteur privé, formuler ou mettre à jour les lois et les réglementations, veiller à ce que la connectivité mobile et le haut débit soit accessibles et abordables pour la majorité de la population, et s'assurer que les compétences et connaissances en matière de TIC soient intégrées aux programmes d'éducation et de formation professionnelle.

De même, les partenaires au développement ont un rôle critique à jouer, notamment tenant compte de la nature transversale du commerce électronique et reflétée dans les sept domaines d'action examinés

dans le cadre des évaluations eT Ready. S'assurer de la collaboration des gouvernements avec les associations du secteur privé et les groupes industriels actifs dans les domaines de l'innovation numérique est primordial, afin que l'aide atteigne et bénéficie réellement aux pays. Certaines des recommandations récurrentes concernant le développement du commerce électronique dans les PMA appuyé par les partenaires au développement - la plupart étant connectés via le réseau eTrade for All - incluent : la promotion de l'accès au financement pour les jeunes entreprises (BAD, Banque mondiale, FENU), la promotion du développement des compétences en TIC (UIT, ITC, Australie), subventions/fonds d'innovation pour le commerce électronique (Banque mondiale), infrastructures TIC (Japon, Banque mondiale, BAD), réforme juridique du commerce électronique (GIZ, USAID, CNUCED, CNUDCI), modernisation des douanes (CNUCED, OMD, Banque mondiale, JICA), stratégie et vision sur le commerce électronique (CNUCED, Australie).

Programmes d'appui existants en matière de commerce électronique dans les PMA.

Le Cadre Intégré Renforcé (CIR), l'un des partenaires fondateurs de l'initiative eTrade for all, a soutenu plusieurs projets de préparation au commerce électronique dans les PMA, notamment à Samoa, Libéria, Népal, Îles Salomon et Vanuatu, et des quatre projets sont en cours à Kiribati, au Lesotho, Malawi

et Tuvalu. L'aide apportée par le CIR aux PMA s'est avérée très utile afin de mobiliser des ressources supplémentaires pour la mise en œuvre des actions prioritaires figurant dans les rapports. Le CIR a également soutenu plusieurs actions utilisant des fonds disponibles visant la diversification de l'économie et des exportations, notamment le « projet d'infrastructure électronique pour le développement du commerce (E4T) » au Bhoutan et, prochainement, le programme de renforcement du commerce des services pour une économie numérique (ESTRADE) du Myanmar. Dans le cadre du projet E4T, et à la suite de l'évaluation eT Ready du Bhoutan, le CIR collabore actuellement avec le gouvernement pour mettre en œuvre certaines des recommandations, notamment la création d'un système de produits en ligne que les producteurs de pommes de terre utilisent pour la

vente de leurs récoltes. Suite à cela, les producteurs de cardamome ont pris la relève, montrant que certains obstacles – dans ce cas l'absence de marché stable et de connaissance des prix – peuvent être résolus grâce au commerce électronique.

Parmi les autres initiatives importantes soutenues par les donateurs pour promouvoir l'adoption du commerce électronique dans les PMA, on peut citer également le programme Mobile Money for the Poor (MM4P) du FENU, le programme ECOMPRO et la Préparation Opérationnelle au eCommerce de l'UPU, l'appui de la CNUCED aux stratégies nationales sur le commerce électronique, à la réforme du droit et à la facilitation du commerce, ainsi que le programme de solutions en ligne du ITC.

Une nouvelle dimension régionale

L'écosystème du commerce électronique est en train de changer partout dans le monde. En dépit de certaines contraintes structurelles, de nombreux pays et régions élaborent et adoptent des politiques et des cadres réglementaires pour encadrer le développement du commerce électronique et de l'économie numérique au sens large. Certaines tendances générales se dégagent, mais il est nécessaire de renforcer la coordination et l'harmonisation des initiatives régionales.

Africa

En Afrique, plusieurs communautés économiques régionales (CER) se sont engagées dans les débats sur le commerce électronique et ont reconnu le rôle de la transition numérique dans le développement économique régional. Les évaluations sur l'état de préparation au commerce électronique offrent aux organismes régionaux des outils pour mieux comprendre l'écosystème des pays membres et proposer des recommandations pertinentes, notamment en ce qui concerne le commerce électronique transfrontalier et son rôle dans le renforcement de l'intégration régionale.

En appui à la stratégie de la Communauté de développement de l'Afrique australe, le Cadre stratégique électronique de la SADC, la CNUCED a mené les évaluations eT Ready à Madagascar et en Zambie, tandis que les études du Lesotho et du Malawi sont en

cours de préparation.

En 2018, le COMESA a également adopté un programme appelé « zone numérique de libre-échange », qui vise à utiliser les TIC pour améliorer l'efficacité du commerce transfrontalier entre ses États membres.

En Afrique de l'Ouest, les membres de l'UEMOA ont adopté en 2017 une déclaration ministérielle dans laquelle ils reconnaissent l'importance stratégique du commerce électronique pour l'intégration de la sous-région et ont recommandé la mise en œuvre d'un plan de travail sur le commerce électronique. Cette déclaration fait suite à un atelier régional sur le commerce électronique organisé en coopération avec la CNUCED, au cours duquel les parties concernées ont formulé des recommandations pour la mise en œuvre de la Déclaration ministérielle de 2017. A ce jour, trois évaluations, financées par le gouvernement allemand, ont été réalisées pour le Burkina Faso, le Sénégal et le Togo et trois autres sont en préparation pour 2019, Bénin, Mali et Niger. La Côte d'Ivoire a fait une demande également et le projet devrait commencer en 2019 avec le support du gouvernement allemand. Ces évaluations vont permettre à la Commission de mieux apprécier l'écosystème du commerce électronique et définir les politiques à mettre en place au sein de la sous-région.

Par ailleurs, la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) n'ont pas encore de stratégie en matière de commerce électronique, mais la CAE envisage d'élaborer un plan à court terme. Dans la sous-région, une évaluation de l'état de préparation au commerce électronique a été réalisée en Ouganda, tandis que l'évaluation de la Tanzanie est prévue pour 2019.

Forum des îles du Pacifique

Les évaluations eT Ready de la CNUCED ont constitué un premier pas important pour le développement d'une politique de commerce électronique cohérente et coordonnée dans la région du Pacifique sous l'impulsion de la Représentation permanente du Forum à Genève et avec le soutien du Secrétariat du Forum des îles du Pacifique (PIFS). En 2017-2018, la CNUCED a lancé l'initiative eT Ready à Samoa, Vanuatu et aux Îles Salomon, tandis que Kiribati et Tuvalu sont en cours de finalisation. Par ailleurs, deux pays non membres des PMA - Nioué et Tonga - ont sollicité l'appui de la CNUCED pour conduire les



évaluations. À la suite d'un atelier régional OMC/CNUCED/PIFS tenu aux îles Fidji en 2017, les représentants des gouvernements de la sous-région ont discuté de l'élaboration d'une feuille de route régionale afin de soutenir les stratégies de commerce électronique au niveau national. En guise de suivi, le Secrétariat du Forum a soumis à TradeCom une proposition visant à couvrir d'autres évaluations eT Ready des non-PMA de la région et à jeter les bases d'une stratégie régionale pour le commerce électronique.

Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE)

Grâce aux évaluations eT Ready réalisées au Cambodge, au Myanmar et au Laos, la CNUCED a couvert les trois pays les moins avancés membres de l'association et donné une impulsion majeure à la mise en œuvre du programme de travail sur le commerce électronique 2017-2025 de l'ANASE dans ces pays. Certaines des recommandations figurant dans les trois rapports ont été reprises dans l'accord de commerce électronique de l'ANASE signé par ces dix États membres en novembre 2018.



Association sud-asiatique pour la coopération régionale (ASACR)

Une évaluation rapide de l'état de préparation au commerce électronique a été menée dans les quatre PMA membres de l'ASACR, à savoir Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan et Népal. Alors que les évaluations de l'Afghanistan et du Bangladesh viennent juste d'être achevées, le Bhoutan et le Népal ont déjà entamé la mise en œuvre de certaines des principales recommandations de l'évaluation, notamment en matière de révision des lois et de formulation de stratégies du commerce électronique. De plus, le Fonds pour le développement de l'ASACR établi à Thimphu (Bhoutan) soutient la création d'une plate-forme de commerce électronique qui permettra un commerce de services en ligne plus transparent entre les États membres.

Perspectives : financement mixte et partenariats public-privé innovants

Le commerce électronique est avant tout une affaire de commerce, car ce sont les entreprises qui commercent, de façon traditionnelle et en ligne. La recherche de solutions visant à accélérer l'adoption du commerce électronique – que ce soit d'un point de vue réglementaire, juridique, logistique ou de compétences – devra inclure la participation du secteur privé. Des mécanismes de financement mixtes ou de partenariat public-privé contribuant au développement du commerce électronique dans les PMA ont déjà pris forme, comme en témoignent les cas du Electronic World Trade Platform (eWTP)

au Rwanda ou du ConnectCambodia, tous deux impliquant le groupe Alibaba. La même approche a été appliquée au développement des infrastructures TIC en Asie-Pacifique, notamment pour le financement de câbles sous-marins permettant d'accéder à un internet rapide, fiable et rentable dans les îles et archipels éloignés.

L'approche traditionnelle de l'assistance technique liée au commerce (Aid for Trade) n'est pas adaptée pour répondre aux défis actuels du commerce électronique et de l'économie numérique. Des initiatives telles que eTrade for all ou autres devraient se renforcer car elles peuvent amener différents acteurs – y compris partenaires au développement, secteur public et secteur privé – à concevoir de nouvelles formes de coopération.

V. Commerce électronique dans les PMA en 2019

Sur la base des conclusions générales des évaluations menées à ce jour par la CNUCED, les dix contraintes structurelles suivantes ont été identifiées.

Dix défis majeurs pour le développement du commerce électronique dans les PMA

1

Connaissance limitée de l'impact du commerce électronique de la part des décideurs politiques, des législateurs, des consommateurs et des entreprises.

2

Accès internet limité dans les zones rurales et isolées et accès coûteux aux services internet fixe et mobile à haut débit.

3

Paiement en espèces à la livraison des marchandises et accès limité aux paiements en ligne et à l'utilisation de cartes de crédit.

4

Infrastructures inadaptées pour la livraison physique des achats en ligne.

5

Cadres juridiques et réglementaires inadéquats, notamment en ce qui concerne la protection des données, des consommateurs et la cybersécurité.

6

Système éducatif inadapté au développement de l'économie numérique.

7

Manque de compétences en développement des affaires et en commerce électronique pour les MPME.

8

Mécanismes financiers inadaptés, empêchant les start-ups à se lancer dans le commerce électronique.

9

Obstacles structurels empêchant les femmes et les jeunes de s'engager dans le commerce électronique, et limitant l'égalité des chances et un développement plus inclusif.

10

Manque de données statistiques sur le commerce électronique.

Principales conclusions et recommandations pour les PMA, par domaine de politique



Evaluation de l'état de préparation au commerce électronique et formulation des stratégies

Principales conclusions

- Le commerce électronique n'a pas de niche ministérielle et la coordination interministérielle est inexistante dans beaucoup de pays - empêchant une vision unificatrice du commerce électronique et limitant l'engagement des décideurs politiques dans les discussions sur le commerce électronique au niveau national, régional et international.
- Les politiques, initiatives et activités en matière de commerce électronique, lorsqu'elles existent, sont fragmentées et mal évaluées, avec plusieurs start-ups continuant à opérer dans l'économie informelle.
- Le dialogue public-privé est souvent embryonnaire - limitant de manière décisive l'élaboration de politiques de commerce électronique plus adaptées aux besoins des entrepreneurs.

Principales recommandations politiques

- Développer les capacités nationales pour mieux comprendre les développements économiques du numérique et leurs implications, et faciliter la compréhension des enjeux du commerce électronique auprès des parties prenantes.
- Améliorer la coordination interministérielle et désigner un « champion » du commerce électronique afin de porter l'agenda auprès de comités interministériels et de faciliter le processus d'élaboration des politiques.
- Formuler une stratégie nationale coordonnée afin d'avoir une approche gouvernementale commune sur le commerce électronique.
- Améliorer et structurer le dialogue public-privé pour accompagner le développement de l'écosystème du numérique.
- Améliorer la coordination du secteur privé et la participation des femmes aux activités de commerce électronique.



Infrastructure TIC et services

Principales conclusions

- Les investissements dans les TIC augmentent, mais la connectivité à haut-débit reste limitée et coûteuse. En conséquence, les disparités en matière d'accès à internet et d'opportunités numériques se creusent.
- Le développement du commerce électronique se fait via la téléphonie mobile, mais beaucoup d'opportunités restent inexploitées car de nombreux pays n'ont pas accès aux téléphones de dernière génération.

Principales recommandations politiques

- Augmenter l'accès à un internet rapide, abordable et fiable, ainsi que la connectivité dans les zones rurales et moins peuplées, afin de réduire les disparités en matière d'accès à internet et d'ouvrir des opportunités de commerce électronique pour tous les segments de la population.
- Soutenir les partenariats public-privé (PPP) pour développer les infrastructures de base.



Solutions de paiement

Principales conclusions

- Les transactions en espèces restent majoritaires, ce qui entrave le développement des paiements mobiles et des autres solutions sans numéraire sur le marché.
- Le manque de confiance est un obstacle important à l'utilisation des paiements en ligne et empêche les consommateurs de passer du paiement à la livraison aux paiements en ligne.
- L'inclusion financière s'améliore, mais le développement des paiements électroniques fait face à des défis majeurs.
- Le faible niveau d'instruction bancaire limite l'utilisation de solutions bancaires telles que les cartes de crédit, les services d'argent mobile et d'autres solutions sans numéraire.

Principales recommandations politiques

- Promouvoir l'adoption des paiements mobiles et d'autres solutions sans numéraire. D'une part, les

programmes de sensibilisation devraient mettre en évidence les avantages des paiements mobiles et des solutions sans numéraire, ainsi que les coûts cachés et les risques associés au traitement des espèces. D'autre part, les connaissances financières numériques des MPME devront être améliorées.

- Encourager les innovations en matière de banque en ligne et permettre les virements et les paiements interbancaires afin de faciliter les transactions de commerce électronique.
- Augmenter l'interopérabilité entre les plateformes de paiement électronique en réduisant les coûts d'exploitation et en améliorant la facilité d'utilisation pour les consommateurs.
- Créer un environnement réglementaire favorable pour encourager les investissements et garantir des paiements sécurisés grâce à des solutions innovantes pour les consommateurs et les entreprises locales.
- Adopter des réglementations pour la protection du consommateur dans le cadre de paiement en ligne.
- Développer et déployer des campagnes de sensibilisation sur les solutions de paiement.



Logistique du commerce et facilitation des échanges

Principales conclusions

- La livraison au dernier kilomètre continue à faire face à des contraintes, car les services de distribution postale dans les zones reculées restent peu attrayants en termes de temps et d'argent. Les entrepreneurs locaux développent des solutions logistiques locales et innovantes, telles que l'introduction de drones dans certains pays d'Afrique de l'Est.
- Les barrières existantes dans les domaines du transport, de la logistique et des réglementations entravent la croissance du commerce électronique, principalement en raison des formalités administratives liées au dédouanement et des coûts de transport prohibitifs.

Principales recommandations politiques

- Élaborer un système d'adresses physiques et de codes postaux selon une approche à plusieurs dimensions, comprenant l'amélioration de l'infrastructure routière, des services postaux tournés vers l'avenir, et l'augmentation de la capacité des entreprises de courriers privées.
- Simplifier le dédouanement, en particulier pour les envois transfrontaliers de petits colis, en automatisant les procédures et en numérisant les documents.
- Soutenir le développement de solutions de livraison de produits issus du commerce électronique par le biais de partenariats public-privé et renforcer les capacités opérationnelles des bureaux de poste.
- Poursuivre la réhabilitation des infrastructures matérielles, ainsi que la modernisation du secteur des transports et de la chaîne d'approvisionnement.



Principales conclusions

- L'absence de cadres juridiques adaptés ou actualisés sur le commerce électronique a une incidence sur la capacité des PMA de s'engager avec des partenaires commerciaux mondiaux, d'attirer les investisseurs et d'élargir l'utilisation du commerce électronique sur le marché national.
- Il y a manque de connaissance sur les règles juridiques internationales les plus récentes de la part des décideurs politiques et législateurs nationaux.
- La coordination réglementaire et institutionnelle reste un défi majeur.
- Il existe un faible niveau de connaissance du secteur privé et des consommateurs sur les cadres juridiques existants.

Principales recommandations politiques

- Procéder à une analyse approfondie des cadres juridiques et réglementaires en matière de commerce électronique à la lumière des dernières évolutions réglementaires internationales.
- Adopter des lois encadrant le commerce électronique ou mettre à jour les lois et réglementations pertinentes.
- Renforcer les capacités des législateurs et du pouvoir judiciaire afin de faire respecter et de mieux faire connaître les lois existantes sur le commerce électronique.
- Renforcer l'engagement des entreprises et de la société civile pour créer un environnement propice au commerce électronique.
- Envisager la mise en place de labels de qualité pour renforcer la confiance et mettre en place des systèmes de marques de confiance pour les opérateurs du commerce électronique.
- Sensibiliser davantage la population aux réglementations commerciales, notamment en ce qui concerne la localisation des serveurs, la fiscalité, la protection et le transfert des données.



Principales conclusions

- Les connaissances autour du commerce électronique se développent mais restent néanmoins faibles, et les jeunes consommateurs utilisant les réseaux sociaux pourraient jouer un rôle important dans cette direction.
- Le secteur du commerce électronique manque de compétences liées au développement d'applications, à l'optimisation des moteurs de recherche, à l'analyse de données et au marketing en ligne. Le système éducatif n'est pas adapté à l'économie numérique.
- Le nombre de start-ups est en croissance, mais le développement de Micro, Petites et Moyennes Entreprises (MPME) dans les secteurs technologiques reste un défi, notamment en raison des services de commerce électronique limités et des faibles capacités de financement.

Principales recommandations politiques

- Intégrer des cours sur le commerce électronique dans l'enseignement supérieur et développer la formation professionnelle.
- Recentrer les stratégies des organisations de services aux entreprises pour élaborer des plans propices au développement du commerce électronique.
- Encourager la mise en place de plates-formes de passation des marchés en ligne pour renforcer les connaissances des marchés et améliorer la durabilité économique des PME dans le secteur du commerce électronique.
- Sensibiliser et renforcer la confiance des opérateurs sur les coûts et les bénéfices des paiements sans espèces.



Principales conclusions

- L'accès au financement reste coûteux et limite la capacité des MPME à émerger et à se développer.
- Les banques prêtent généralement aux grandes entreprises des industries traditionnelles, tandis que le commerce électronique et les start-ups sont considérés comme des investissements risqués. En conséquence, la plupart des MPME dans le commerce électronique font appel à des sources alternatives de financement.
- Le niveau limité de compétences financières parmi les MPME complique davantage la recherche de canaux de financement formels.

Principales recommandations politiques

- Développer des formations commerciales et fournir des compétences financières aux MPME pour que leurs projets puissent être financés, conformément aux exigences des banques commerciales.
- Sensibiliser les incubateurs et les accélérateurs d'entreprise ainsi que les investisseurs en capital-risque sur les avantages du commerce électronique.
- Développer des normes et des produits de prêt sur mesure. Les banques commerciales devraient être encouragées à adopter des critères plus larges pour évaluer la solvabilité des entrepreneurs et des MPME en commerce électronique.
- Renforcer les capacités des entreprises et des associations dirigées par des femmes et accroître l'inclusion financière, en particulier des jeunes et des femmes. Les banques devraient être encouragées à fournir des produits innovants à tous les segments de la population.

Allemagne

“ De nombreux pays en développement veulent profiter de la possibilité de la numérisation et du commerce électronique, mais ne savent souvent pas par où commencer. Les évaluations de l'état de préparation au commerce électronique sont le point de départ idéal. Ils aident à identifier les potentiels et les défis du commerce électronique et permettent aux pays d'élaborer des stratégies appropriées pour faire progresser l'économie digitale. Nous voulons encourager les pays en développement à tirer parti de ces outils .

- Daniela Zehentner-Capell, Cheffe de Division, Coopération au Développement du Commerce, Ministère Fédéral pour la Coopération Economique et le Développement, Allemagne

Cadre Intégré Renforcé (CIR)

“ L'utilité des évaluations de l'état de préparation au commerce électronique dépasse le domaine analytique. Elles permettent aux pays de prendre des mesures concrètes pour faire face à leurs contraintes spécifiques afin d'intégrer les entreprises au marché et au commerce électronique mondial en pleine expansion.

- Mr. Ratnakar Adhikari, Directeur Exécutif, Cadre Intégré Renforcé (CIR)

Royaume-Uni

“ Le Royaume-Uni soutient les excellentes évaluations de l'état de préparation au commerce électronique de la CNUCED. Ces évaluations ont aidé plusieurs pays, tels que le Bhoutan et les Îles Salomon, à identifier les données sur les infrastructures et la gouvernance comme des obstacles majeurs à leur participation au commerce électronique.

- Communication du Royaume-Uni pour le Groupe intergouvernemental d'experts sur le commerce électronique et l'économie numérique. Troisième session, avril 2019.

Burkina Faso

“ Le Burkina Faso doit capitaliser sur les points de force identifiés dans l'évaluation : accroître la numérisation des services publics, promouvoir un secteur des télécommunications plus compétitif, le développement d'une infrastructure Internet à haut débit, un parc scientifique et des jeunes entreprises dynamiques. Cette feuille de route nous permettra d'accélérer la numérisation du pays.

- S.E. E. Harouna Kabore, Ministre du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat du Burkina Faso.

Cambodge

“ L'évaluation de l'état de préparation au commerce électronique s'accompagne d'un ensemble d'actions à entreprendre par les différentes parties prenantes au Cambodge et au-delà, afin de soutenir l'adoption rapide de ce que l'on appelle les révolutions numériques.

- S.E. Pan Sorasak, Ministre du Commerce, Gouvernement Royal du Cambodge.

Myanmar

“ Pour tirer pleinement parti des avantages du commerce électronique, nous avons besoin d'une stratégie nationale qui regroupera les différentes parties prenantes autour d'une vision commune. L'évaluation eT Ready fournit une feuille de route pour ce qui doit être fait, mais nous devons coordonner nos politiques et nos activités.

- U Aung Htoo, Sous-Ministre du Commerce, Myanmar.

Sénégal

“ Le rôle et l'impact du commerce électronique sur la transformation structurelle et économique du Sénégal sont clairs. C'est pourquoi, grâce à l'évaluation de l'état de préparation au commerce électronique de la CNUCED, les efforts seront davantage orientés sur la mobilisation des secteurs public et privé ainsi que sur les partenaires eTrade for all pour éliminer les obstacles identifiés dans l'évaluation et mettre en œuvre ses recommandations clés.- H.E Khoudia Mbaye, Minister, Ministry of Investment, Partnerships and Teleservices, Senegal.

- S.E. Khoudia Mbaye, Ministère de la Promotion, des Investissements, des Partenariats et Développement des Téléservices de l'Etat, Sénégal

Togo

“ Mon ministère est fermement résolu à faire du commerce électronique un puissant moteur de croissance économique, de commerce inclusif et de la création d'emplois au Togo. Cette nouvelle évaluation a identifié et reconnu le commerce électronique comme l'un des secteurs stratégiques devant promouvoir et supprimer les obstacles au commerce.

- S.E. Essossimna Legzim-Balouki, Ministre du Commerce, Togo.